



Bulletin de la Branche
Jeunesse d'Alternative
Libertaire

30 septembre 2010

Contre le bulldozer capitaliste Lutter, s'organiser !

Alors que les actionnaires parasites continuent à sucer le sang des salarié-e-s et qu'apparaissent au grand jour les relations d'argent et de pouvoir entre la classe dirigeante et l'élite capitaliste, le gouvernement écrase les droits sociaux conquis par les luttes des travailleurs et des travailleuses. Aujourd'hui en ligne de mire : le système des retraites, anomalie solidaire et socialiste dans une société qu'ils veulent individualiste et libérale.

La bourgeoisie et ses laquais politiques veulent se débarrasser du « public » : Université, Hôpital,... tout ce qui n'est pas utile aux riches est menacé. Mais le démantèlement des services publics ne suffit pas au Capital et le gouvernement s'apprête ainsi à détruire une forme de solidarité organisée : le système des retraites. D'après le projet de loi voté à l'Assemblée, l'âge de départ à la retraite serait en effet repoussé à 62 ans alors que la durée de cotisation nécessaire pour une retraite à taux plein est vouée à passer à 41,5 annuités : pour pouvoir partir en retraite à 62 ans il faudrait donc travailler sans interruption depuis l'âge de 20 ans et demi ! Pourtant, en obligeant les travailleurs et les travailleuses de plus de 60 ans à continuer à bosser, nos brillants politicards ne feront qu'augmenter un peu plus le nombre de chômeurs, en particulier chez les jeunes. Nous n'aurons plus qu'à travailler jusqu'à 67 ans pour avoir une retraite décente !

Leurs arguments sont bien connus : il n'y a plus d'argent dans les caisses, or on vit plus longtemps, il faut donc travailler plus ! Mais ne poser le « problème » des retraites qu'en termes de temps de travail, cela revient à ne faire payer que les salarié-e-s alors que la vraie question, c'est celle du partage des richesses. Il suffit alors de faire le compte : tandis que le déficit des caisses de retraite est estimé à 7,7 milliards d'euros, les cadeaux faits aux patrons à travers les exonérations de cotisations s'élèvent à près de 30 milliards d'euros ! Augmenter les cotisations patronales et

assécher les revenus du capital pour financer les retraites, cela revient simplement à redistribuer aux salarié-e-s le juste fruit de leur travail !

Une autre redistribution des richesses est possible, un autre projet de société est envisageable !

Si le gouvernement veut tellement liquider le système des retraites par répartition, c'est aussi parce qu'il présente un avant-goût de ce que pourrait une société véritablement égalitaire. Ce sont en effet bien deux visions du monde qui s'affrontent : une vision du monde qui prend acte de l'inégale répartition des richesses (« il y a des riches, il y a des pauvres, c'est comme ça ») et revendique le « chacun-pour-soi » (ou, pour employer les termes consacrés, la « concurrence libre et non faussée ») contre une vision du monde égalitaire, fondée sur le partage des richesses, la solidarité collective et l'autogestion.

Va-t-on alors se résigner, courber l'échine et se dire que c'est inévitable, que les jeunes d'aujourd'hui cotiseront plus longtemps pour une retraite moins longue et une pension plus faible ? Va-t-on encore se laisser tondre par ceux qui nous gouvernent et qui ne servent que les intérêts des plus riches ? Non ! Les manifestations du 23 septembre ont rassemblé plus de 3 millions de personnes dans les rues et ce n'est qu'un début : les étudiant-es doivent partout se réunir, discuter et s'organiser pour faire plier le gouvernement et exiger le retrait de cette réforme injuste ! **Et, au-delà de ce combat décisif pour sauver le système**

des retraites, il est temps d'envisager un vrai changement de société : ce n'est pas juste d'une réforme des retraites dont nous avons besoin, c'est d'une révolution sociale !

Alternative
Libertaire

Qui sommes-nous ?

Nous sommes *communistes libertaires*. Nous sommes actif-ve-s dans les entreprises, les quartiers, les lycées, les universités. Nous sommes présent-e-s dans les luttes de la jeunesse comme dans celles des salarié-e-s et des chômeur-se-s.

Pourquoi Communistes ?

Rien à voir avec l'ex-URSS. Nous l'entendons dans un sens anticapitaliste, pour l'abolition des privilèges et la redistribution des richesses.

Pourquoi libertaires ?

Pour une société sans hiérarchie, où le pouvoir ne soit plus accaparé par une élite économique et politique. Pour l'autogestion.

Et la révolution ?

On n'attend pas le grand soir pour agir, nous voulons gagner par la lutte de nouvelles avancées sociales. Mais nous considérons que nous ne pourrions changer réellement la société qu'en renversant le capitalisme.

- Je souhaite prendre contact avec Alternative libertaire
 Je souhaite recevoir un exemplaire gratuit du mensuel *Alternative libertaire*.
 Je m'abonne à *Alternative libertaire* (20 euros - 15 euros pour les jeunes et précaires - paiement possible en ligne)

NOM..... PRÉNOM..... TÉL..... E-MAIL.....
ADRESSE.....

Publié le 30 septembre 2010

À renvoyer à **Alternative libertaire, BP 295, 75921 PARIS Cedex 19 - www.alternativelibertaire.org**